

Or, l'étudiant qui a cinq années d'études universitaires à faire pourra s'endetter pour \$5,000 et, lorsqu'il aura terminé ses études et qu'il voudra s'établir, il devra dépenser encore \$5,000 ou \$10,000, s'il s'agit d'un dentiste, d'un médecin, d'un avocat, d'un sociologue ou d'un psychiatre.

Par conséquent, le professionnel âgé de 26, 27 ou 28 ans se voit aux prises avec des dettes de l'ordre de \$10,000, \$15,000, \$17,000 ou \$18,000. Cela est-il de nature à encourager l'initiative? Est-ce là ce qu'on appelle l'instruction gratuite, telle que promise par les autorités fédérales et provinciales?

Il ne faut pas oublier, monsieur l'Orateur, que si ces prêts permettent à des étudiants de parfaire leurs études, cela hypothèque tout de même leur avenir. C'est peut-être une des raisons qui portent les jeunes universitaires à ne pas trop accepter la façon de procéder du gouvernement central et des gouvernements provinciaux à ce sujet.

En fin de compte, ces jeunes ne sont pas des idiots; ils voient bien qu'ils seront endettés. De plus, lorsque, durant l'été, ces mêmes étudiants se cherchent vainement un emploi pour gagner quelques dollars afin de payer leurs études, cela n'est pas encore de nature à les encourager.

J'ai vu pis, la semaine dernière, dans l'Ouest canadien. En Saskatchewan, par exemple, des universitaires paient leurs études à l'université de Regina avec du blé, parce qu'ils n'ont pas d'argent. A Winnipeg, ils paient avec de l'orge, du «barley», comme on dit en anglais.

Ces jeunes-là sont-ils encouragés par le gouvernement actuel? Je reconnais que l'éducation relève des provinces et non pas du gouvernement central comme tel, mais ce dernier, par exemple, pourrait établir un système de crédit qui permettrait aux provinces de s'occuper de leur système respectif d'éducation, et l'autonomie provinciale serait totalement sauvegardée dans ce domaine.

Monsieur l'Orateur, je disais tout à l'heure que les étudiants ne peuvent se trouver d'emploi au cours des mois d'été. J'ai eu des exemples frappants de cela l'été dernier. Des milliers d'étudiants n'ont pas réussi à se trouver un emploi pendant les mois de vacances, alors qu'à l'automne, ils devaient retourner à l'université. Des milliers d'entre eux n'ont pas les moyens de retourner à l'université. Des milliers d'autres ne peuvent y parvenir que grâce aux prêts de \$1,000 qui sont consentis chaque année.

Devant un tel spectacle, faut-il s'étonner si la jeunesse étudiante se soulève contre ce qu'il est convenu d'appeler l'«Establishment»? Faut-il s'étonner que les étudiants se révoltent contre la société dans laquelle il leur est devenu à peu près impossible de s'intégrer?

On voit des jeunes de 20 et 22 ans obligés de demander \$1 à leur père—qui est peut-être un ouvrier de Montréal ou un mineur de Noranda—afin de pouvoir aller au cinéma ou s'acheter un paquet de cigarettes! Est-ce que ces jeunes de 20 ou 22 ans ne se sentent pas un peu gênés de s'adresser à leur père, à qui son salaire ne suffit pas même à défrayer les études de ses enfants qui vont au collège ou à l'université?

Monsieur l'Orateur, le gouvernement a beau présenter des bills qui permettront aux étudiants de s'endetter de 115 millions de plus, mais réussira-t-il à les sortir de l'impasse? Tous mes préopinants ont parlé des étudiants, des jeunes, car tout le monde les aime, eux sur qui se fonde l'avenir de la patrie! On l'aime beaucoup, cet avenir! On l'aime beaucoup, cette jeunesse du Canada! Mais quand vient le temps de l'aider, en vue d'assurer l'avenir du Canada, on présente des projets de loi visant à l'hypothéquer «au coton»—comme on dit en bon français—à l'écraser davantage.

Monsieur l'Orateur, en 1964, il m'a été donné d'aller visiter des pays communistes. Nous avons tous peur du communisme. Nous avons peur des quelques communistes de Montréal, de Toronto, de Vancouver et d'Halifax. Mais quand je suis allé à Moscou, il m'a été donné de visiter l'université de cette ville, où compte 35,000 étudiants, avec qui j'ai eu l'occasion de parler. Au fait, mon interprète russe était un étudiant.

A l'Université de Moscou, l'instruction est gratuite, bien qu'il s'agisse d'un pays communiste! En plus de la gratuité scolaire, on verse à l'étudiant \$30 par mois! J'espère que les députés ont les oreilles ouvertes et, surtout, l'intelligence ouverte! Monsieur l'Orateur, on réussit à accorder \$30 par mois à chaque étudiant, en plus de l'instruction gratuite, et à quelque faculté que l'étudiant soit inscrit. Et cela se passe dans un pays communiste!

On me dira qu'on a spolié l'individu de sa liberté. Oui! Mais quand on empêche l'étudiant canadien d'aller à l'université parce qu'il n'en a pas les moyens, n'est-ce pas une dictature financière qui les empêche de poursuivre leurs études, et ce dans un régime où l'initiative et la liberté sont censées être respectées?

Dans un pays où l'entreprise privée et la liberté de l'individu doivent être respectées, on ne réussit qu'à présenter le bill C-135 pour dire aux étudiants: Regardez comme nous sommes généreux à votre endroit. Venez vous endetter pour une période de 10 ou 15 ans. Venez emprunter des banques ou de compagnies de finance. Venez hypothéquer votre avenir et celui du Canada.